

# « IL NOUS MANQUE UN ROOSEVELT EUROPÉEN »

L'un est écologiste, l'autre issu de la frange dite conservatrice du Parlement européen. Pascal Canfin (groupe des Verts) et Jean-Paul Gauzès (UMP, groupe PPE), tous deux spécialistes des questions économiques et monétaires, font preuve d'un optimisme très mesuré quant à la capacité de l'Union européenne à résoudre cette crise... et de s'en éviter de nouvelles. Leur solution: plus d'Europe, et l'émergence d'un leader.

STRASBOURG -  
PARLEMENT EUROPÉEN

■ Vous avez tous les deux travaillé, après la crise de 2008, sur la supervision financière. Aujourd'hui, quelle est votre analyse de la situation ?

- Pascal Canfin: On ne pourra pas éviter un défaut partiel de la Grèce. Ça fait un an, depuis le début de la crise grecque, qu'on le dit. Économiquement, rien ne permettrait de croire que la Grèce s'en sortirait en dehors de ce scénario. Maintenant, il va falloir que les créanciers privés paient et que le Fonds européen de solidarité permette à Athènes de nationaliser les banques grecques. La Grèce, c'est 3% du PIB européen, ce qui lui arrive ne devrait pas susciter autant d'angoisse.

- Jean-Paul Gauzès: Je dis moi aussi depuis de longs mois que la restructuration de la dette grecque est inévitable. Et si on l'avait fait plus tôt, ça aurait été moins cher et plus facile, et ça aurait pu éviter tous ces mouvements erratiques des marchés.

L'erreur politique qui a été commise en mai 2010, c'est d'assimiler la crise de la dette grecque à une crise de l'euro. À partir de là, on déclenchait tous les effets domino qui se sont produits.

Maintenant, il faut aussi prévoir des règles pour les cas de faillite d'États membres de la zone euro. Quand un État américain a un problème financier, ça ne fait trembler ni les États-Unis ni le dollar ! Il faut que la Commission fasse preuve de réactivité, d'autorité et d'initiative.

« La finance fonctionne à la nanoseconde, la démocratie a besoin d'années ! »

□ La réactivité, c'est ce que manque à l'Europe en ce moment ?

- JPG: Pour les dossiers que nous avons traités, Pascal Canfin et moi, dans le cadre de la supervision financière, le problème c'est le temps nécessaire à leur mise en œuvre. Pour ma directive sur les fonds alternatifs (DNA du 1-12-2010), sa trans-



Pour Pascal Canfin et Jean-Paul Gauzès, les États européens doivent déléguer plus de pouvoirs économiques à l'UE. (Photo DNA - Jean-Christophe Dorn)

position sera terminée en 2013 et le système sera parfait, si tout va bien, en 2018 ! Si d'ici là on n'a pas une autre crise ou si les textes ne deviennent pas obsolètes, on aura de la chance ! La finance fonctionne à la nanoseconde, et la démocratie a besoin de mois, sinon d'années !

- PC: Oui mais ce fonctionnement à la nanoseconde, c'est le résultat de choix politiques. Ça pourrait être un projet politique, justement, que de fixer un temps minimum pour les transactions financières et éviter la fuite en avant délirante de la rapidité des marchés.

Les majorités politiques en place, conservatrices et libérales, n'ont pas changé leur logiciel depuis la crise de 2008. Et la volonté de vraiment encadrer les marchés financiers est très limitée par rapport à ce que Roosevelt avait fait après la crise de 1929.

□ L'impression que donnent les dirigeants européens, c'est qu'ils cherchent surtout à rassurer les

marchés...

- JPG: J'aurais préféré dire le contraire, mais ils n'y arriveront pas à rassurer les marchés ! Ce que veulent les marchés, c'est de la prévisibilité. Je suis sûr que si on indiquait clairement aux marchés ce qui va être mis en place, comment et dans quels délais, ils prendraient cette contrainte en considération. Mais quand des leaders européens font des annonces floues sur leurs intentions, par exemple sur une taxe sur les transactions financières, les marchés gambagent et il peut se passer n'importe quoi !

« Ce qui manque à l'UE, c'est une culture de l'urgence politique »

- PC: Mais ça, c'est le temps de la démocratie. Ce qui manque à l'UE, c'est une culture de l'urgence politique.

□ La dégingolade des marchés ces dernières semaines a pris sa source dans l'abaissement de la note de la Commission et

par une agence de notation. Qu'en est-il, justement, du règlement sur les agences de notation adopté par l'UE en 2009 ?

- JPG: Les trois grandes agences de notation (Moody's, Fitch et Standard & Poor's; c'est cette dernière qui a abaissé la note le 5 août, ndr) ne sont pas encore agréées ! Pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas de volonté politique du côté des dirigeants de ces agences, qui ont été choisis par ceux qui veulent le moins de régulation ! Est-ce qu'au mois d'août on a beaucoup entendu parler de l'ESMA (l'autorité européenne des marchés financiers, qui existe depuis janvier, ndr) ?

- PC: Tout à fait d'accord. Il y a un couple idéologique qui domine, c'est le couple libéral-souverainiste. Ceux qui poussent le plus pour plus de régulation, c'est Michel Barnier (commissaire européen au Marché intérieur, France, UMP) et le Parlement européen. Et ceux qui freinent, c'est le temps de la Commission et

les États, qui sont très réticents à transférer une partie de leur pouvoir pour créer une nouvelle souveraineté européenne, par exemple en matière de supervision des banques, de fiscalité.

Là, on est à la croisée des chemins: soit - et c'est le vrai risque actuellement - on détricote l'acquis communautaire et on repart sur une logique nationaliste, soit on refait un saut fédéral sur certains sujets (euro-bons, fiscalité).

□ On entendait à peu près le même genre de discours après la crise de 2008, qui était «seulement» une crise financière. Là, on a une nouvelle tempête boursière qui s'enchevêtre avec la crise de la dette. Et on constate que, globalement, les leçons de la crise de 2008 n'ont pas été tirées. Est-ce que, cette fois, on va trouver l'impulsion pour, d'abord, traiter l'urgence grecque et, ensuite, éviter la répétition des causes ?

- JPG: Moi je trouve que c'est un peu mou... Et le temps joue contre nous,

parce qu'il amplifie les mouvements déraisonnables des marchés et parce que les dettes s'accumulent. Aujourd'hui, il faut des actions courageuses, et la difficulté c'est de savoir lesquelles ! Mais on ne peut pas éviter d'avoir une réponse globale.

- PC: On manque de leaders politiques vraiment pro-européens et capables de tirer les leçons de la crise comme Roosevelt l'avait fait en 29 ! Quel est le Roosevelt européen aujourd'hui ? Il est où ? Si c'est Barroso, je pense qu'on est vraiment mal barrés ! Il n'y a aucune force de proposition.

En tout cas, ce serait suicidaire de ne pas accompagner la sauvetage des banques de mesures d'encadrement beaucoup plus radicales que celles qui ont été prises jusqu'ici. On va réussir, peut-être dans les prochaines semaines, à avoir ce débat, et on verra quels sont les leaders politiques qui sont capables d'aller dans cette direction.

Entretien réalisé par Anne-Camille Beckelynck